

## LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE : ETAT DE LA SITUATION

A Paris, en 2015, les Etats se sont accordés pour limiter le réchauffement global sous la barre des 2°C en restant le plus proche possible des 1,5°C. Mais au même moment, l'addition des NDC, contributions nationales des Etats parties, nous entraîne vers un réchauffement global de minimum +3°C. Ces derniers mois pourtant, de nouveaux désastres nous rappellent combien le réchauffement global impacte en intensité et en fréquence des phénomènes météorologiques tels que les inondations, les feux de forêts ou les cyclones<sup>1</sup>.

Le rapport spécial du GIEC sorti en septembre 2019 sur l'océan et la cryosphère<sup>2</sup> souligne la nécessité pour les gouvernements d'intensifier et d'accélérer d'urgence les efforts pour faire face à l'urgence climatique et protéger les océans du monde. Il met en évidence certains changements potentiellement irréversibles et des menaces croissantes sur nos océans ainsi que sur la cryosphère. En 2019, le niveau de la glace de mer arctique atteignait son deuxième niveau le plus bas jamais enregistré par satellite, soit quelque 2,1 millions de km<sup>2</sup> en dessous de la surface minimale moyenne à long terme<sup>3</sup>.

D'après l'Organisation météorologique mondiale (OMM), 2019 a été la deuxième année la plus chaude dans le monde, après 2016, dépassant de 1,1°C la moyenne enregistrée à l'époque préindustrielle (1850-1900)<sup>4</sup>. Globalement, les températures moyennes de ces cinq et dix dernières années ont été les plus élevées jamais enregistrées.

Les derniers rapports scientifiques mettent en évidence qu'il est urgent de réduire nos émissions de gaz à effet de serre le plus rapidement possible. En effet, et toujours selon le GIEC, si nous voulons disposer encore de 66% de chance d'honorer notre engagement pris à Paris de rester sous la barre des 2°C au niveau mondial, notre budget carbone était de 1170 Gt de CO<sub>2</sub> en 2018 et de 420 Gt de CO<sub>2</sub> si nous voulons rester proche de la barre des 1,5°C<sup>5</sup>.

Enfin, en mai dernier, le GIEC de la biodiversité (IPBES<sup>6</sup>) publiait un rapport alarmant sur la biodiversité mettant en évidence que la plupart des engagements internationaux en matière de biodiversité (appelés objectifs d'Aichi, adoptés en 2010) ne seront pas tenus d'ici 2020. 75% de l'environnement terrestre et 66% des milieux marins ont été significativement modifiés sous l'influence de l'humanité. Un million d'espèces sont ainsi menacées d'extinction.

1 - <https://www.ipcc.ch/sr15/chapter/spm/>

2 - <https://www.ipcc.ch/srocc/>

3 - <https://www.epa.gov/climate-indicators/climate-change-indicators-arctic-sea-ice>

4 - Ibid.

5 - [https://www.ipcc.ch/sr15/graphics/#cid\\_457](https://www.ipcc.ch/sr15/graphics/#cid_457)

6 - [https://ipbes.net/sites/default/files/inline/files/ipbes\\_global\\_assessment\\_report\\_summary\\_for\\_policymakers.pdf](https://ipbes.net/sites/default/files/inline/files/ipbes_global_assessment_report_summary_for_policymakers.pdf)

## DÉCLARONS L'ÉTAT D'URGENCE CLIMATIQUE

*“A climate emergency declaration is kind of like a restart button for us to go into the future”*

(Kammy Cordner-Hunt, scientifique et candidate pour Independents for Climate Action Now, ICAN, Australie)

Il n'y a plus de temps à perdre, il y a urgence à agir. *“Winning slowly is the same thing as losing”*<sup>7</sup>. C'est pourquoi nous vous demandons de déclarer l'état d'urgence pour le climat et la biodiversité et de mobiliser toutes les ressources en votre possession pour protéger notre planète et notre environnement.

Nous vous demandons de poser cet acte et de répondre de cette manière à la demande du Parlement européen exprimée dans sa *“Résolution du 28 novembre 2019 sur l'urgence climatique et environnementale (2019/2930(RSP))”*<sup>8</sup>. Cette étape est essentielle pour mobiliser largement et disposer du soutien nécessaire des différentes parties prenantes de la société face aux changements requis pour rétablir un climat et une planète viables.

Nous vous demandons également d'évaluer pleinement l'incidence de toute nouvelle proposition législative et budgétaire sur le climat et l'environnement : il est essentiel qu'elle soit en ligne avec l'objectif d'1,5 °C adopté à Paris en 2015, qu'elle ne crée pas de pression supplémentaire sur les populations les plus fragiles de notre société et qu'elle ne contribue pas à de nouvelles pertes de biodiversité.

Il n'y a plus de place pour de nouveaux investissements dans les énergies fossiles. Il est donc urgent que tout subside public à des projets soutenant de près ou de loin ce secteur soit arrêté. Chaque euro dépensé à financer les secteurs polluants rendra plus chère la transition vers une société neutre en carbone.

Enfin, le Green Deal européen offre une opportunité d'engager la société belge dans un projet de transition vers une société décarbonée et juste pour tous. Nous vous demandons aussi d'ouvrir ce chantier et d'impliquer tous les secteurs afin que toutes les parties prenantes puissent apporter des solutions et construire l'édifice d'une Belgique zéro carbone.

7 - <https://www.rollingstone.com/politics/politics-news/bill-mckibben-winning-slowly-is-the-same-as-losing-198205/>

8 - [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2019-0078\\_EN.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2019-0078_EN.html)

